



Arrêté préfectoral complémentaire n°2025 – 1411 du 27 juin 2025

**instituant des servitudes d'utilité publique
sur le territoire des communes d'Ancerville, de Rupt-aux-Nonains et de Sommelonne
dans le département de la Meuse**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, notamment son livre V et ses articles L. 123-9, L. 515-8 à L. 515-12, R. 515-24, R.515-31 et R. 515-91 à R. 515-96 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-43 et L. 161-1 ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2010-A-88-IC du 26 mai 2010 autorisant la société STORENGY France à poursuivre l'exploitation d'un stockage souterrain de gaz naturel et des installations de surface de la station centrale liées à ce stockage sur le territoire de la commune de Trois-Fontaines-l'Abbaye (51) ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2010-SUP-87-IC du 1^{er} juin 2010 instaurant des servitudes d'utilité publique autour du site de Trois-Fontaines-l'Abbaye ;

Vu l'arrêté inter préfectoral complémentaire n° 2014-APC-77-IC du 26 septembre 2014 modifiant l'arrêté inter préfectoral n° 2010-A-88-IC du 26 mai 2010 et portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation par la société STORENGY France du stockage souterrain de gaz naturel et des installations de surface de la station centrale liées à ce stockage ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2018-81 du 24 juillet 2018 portant sur le droit d'antériorité au titre de la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour la société STORENGY France SA sur le territoire de la commune de Trois-Fontaines-l'Abbaye (51) ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2021-A-201-IC du 31 décembre 2021 autorisant la société. STORENGY à poursuivre l'exploitation d'un stockage souterrain de gaz naturel et des installations de surface de la station centrale liées à ce stockage en vue du soutirage du gaz « coussin » restant dans le gisement ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2021-SUP-202-IC du 31 décembre 2021 instaurant des servitudes d'utilité publique autour du site de Trois-Fontaines-l'Abbaye ;

Vu le dossier de demande de modification d'exploitation des puits SOE2 et RPN2 et d'un réseau de tuyauterie sur le territoire des communes meusiennes d'Ancerville, de Rupt-aux-Nonains et de Sommelonne, et la demande d'examen au cas par cas, présentés par la société STORENGY France, reçus complets le 6 décembre 2023 ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2024-557 du 8 mars 2024 faisant suite à l'examen au cas par cas du projet, et décidant que ce dernier n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Vu le dossier de demande de mise à jour des servitudes d'utilité publique sur les trois communes meusiennes d'Ancerville, de Rupt-aux-Nonains et de Sommelonne, associé à la demande d'autorisation de mise en exploitation des puits SOE2 et RPN2 du site de stockage souterrain de Trois-Fontaines-l'Abbaye ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-3654 du 19 décembre 2024 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande de mise à jour des servitudes d'utilité publique susvisées, présentée par la société STORENGY France, pour la période du 27 janvier au 8 mars 2025 inclus ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-196 du 5 février 2025 prolongeant l'enquête publique sur la demande de mise à jour des servitudes d'utilité publique jusqu'au 15 mars 2025 inclus ;

Vu le rapport référencé PaD/234-2025 en date du 11 juin 202 de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est ;

Vu l'absence d'avis des conseils municipaux des communes d'Ancerville, de Rupt-aux-Nonains et de Sommelonne (55) ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 27 juin 2025 ;

Considérant les mesures de réduction du risque proposées par la société Storengy et les prescriptions complémentaires proposées dans le présent arrêté préfectoral ;

Considérant que l'institution de servitudes d'utilité publique permet de prévenir les dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité et la salubrité publique, et pour l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

Les servitudes d'utilités publiques instaurées dans l'arrêté n° 2021-SUP-2021C du 31 décembre 2021 susvisé restent applicables.

En complément et compte tenu du projet de demande de modification de deux puits et d'un réseau de tuyauterie sur le territoire des communes meusiennes d'Ancerville, de Rupt-aux-Nonains et de Sommelonne, des servitudes d'utilité publique, dont la nature est définie ci-après, sont instituées sur les parcelles cadastrales référencées ou visées à l'annexe du présent arrêté.

Article 2 :

Toute nouvelle construction, à l'exception des constructions nécessaires à l'aménagement et à l'exploitation du stockage souterrain de Trois-Fontaines-l'Abbaye, dans les zones des effets significatifs (seuil de 5 kW/m² pour les effets thermiques et seuil de 140 mbar pour les effets de surpression) est interdite.

Le plan représentant les effets de flux thermiques supérieurs à 5 kW/m² et les effets de surpression supérieurs à 140 mbar est en annexe du présent arrêté.

Article 3 :

Les servitudes, ainsi que tous les éléments qu'elles comportent, ne peuvent être levées que par la suite de la suppression des causes les ayant rendues nécessaires.

Article 4 :

Si l'institution des servitudes énoncées dans le présent arrêté entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires des droits réels ou de leurs ayants droit. Les modalités d'indemnisation sont celles prévues par l'article L. 515-11 du Code de l'environnement.

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes d'Ancerville, de Rupt-aux-Nonains et de Sommelonne et annexé au plan local d'urbanisme des communes dans les conditions prévues par l'article L. 151-43 du Code de l'urbanisme.

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant (société STORENGY, 12 rue Raoul Nordling – 92270 Bois-Colombes), aux propriétaires concernés, aux services départementaux d'incendie et de secours de la Meuse, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Meuse (service « urbanisme » et service « risques »).

Au cas où un propriétaire d'une parcelle ne pourrait être contacté, la notification sera faite, soit à son mandataire, soit au gardien de la propriété ou, à défaut, au maire de la commune. Dans ce dernier cas, la notification sera affichée à la mairie pendant une durée d'au moins 1 mois et cette opération sera certifiée par une attestation du maire, qui la transmettra au Préfet de la Meuse.

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies d'Ancerville, de Rupt-aux-Nonains et de Sommelonne.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.


Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « *télérécour*s citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

- Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est,
- le Directeur départemental des territoires de la Meuse,
- le Directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meuse,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

Annexe de l'arrêté n° 2025 - 1411 du 27 juin 2025

